

Optimisation du montage financier des projets d'investissement des ONG au Burkina Faso : Enjeux, contraintes et perspectives

SANOU SOUMAILA

Le département de Gestion des projets à l'université de Lisala (UNILIS), République Démocratique du Congo

RESUME

Dans un contexte de raréfaction des ressources extérieures et d'augmentation des besoins sociaux au Burkina Faso, l'optimisation du montage financier des projets d'investissement portés par les ONG devient un enjeu stratégique. Les organisations non gouvernementales jouent un rôle majeur dans le développement local à travers des projets touchant les secteurs clés comme l'éducation, la santé, l'agriculture ou encore l'accès à l'eau. L'objectif général de cette étude est d'analyser les mécanismes actuels de montage financier des projets des ONG, d'identifier les principales contraintes qui les freinent, et de proposer des perspectives d'amélioration adaptées au contexte burkinabè. Pour ce faire, une approche qualitative a été privilégiée, basée sur une analyse documentaire et des entretiens semi-directifs menés auprès de responsables de projets, de bailleurs de fonds, d'experts en ingénierie financière et d'acteurs institutionnels. Les résultats révèlent que le montage financier des projets reste largement dominé par des modèles verticaux dépendant d'un unique bailleur, ce qui fragilise la pérennité des actions. De nombreuses ONG ne disposent pas de compétences suffisantes en ingénierie financière, ni d'outils de planification stratégique adaptés aux exigences des partenaires techniques et financiers. En conclusion, l'optimisation du montage financier des projets d'investissement des ONG au Burkina Faso nécessite une professionnalisation accrue, une meilleure coordination avec les acteurs locaux, ainsi qu'une diversification proactive des sources de financement. Les résultats de cette recherche ouvrent des pistes de réflexion pour renforcer l'efficacité et la durabilité des projets, en lien avec les priorités de développement du pays et la logique d'appropriation locale.

Mots-clés : Montage financier ; ONG ; Projets d'investissement ; Burkina Faso ; Durabilité financière.

Soumis le : 16 juillet, 2025

Publié le : 29 août, 2025

Auteur correspondant : Sanou Soumaila

Adresse électronique : ssoumo79@gmail.com

Ce travail est disponible sous la licence

Creative Commons Attribution 4.0 International.



1. INTRODUCTION

1.1 Contexte

Dans un contexte international marqué par la baisse progressive de l'aide publique au développement et la redéfinition des priorités géostratégiques des bailleurs de fonds, les organisations non gouvernementales (ONG) sont appelées à revoir les modalités de financement de leurs interventions. Ces structures jouent pourtant un rôle essentiel dans la mise en œuvre des projets de développement dans de nombreux pays d'Afrique, en particulier au Burkina Faso, où elles interviennent dans des domaines variés tels que la santé, l'éducation, l'agriculture, l'environnement et l'accès à l'eau. Toutefois, la question du montage financier de leurs projets demeure un enjeu crucial, à la croisée des logiques de rentabilité sociale, d'efficacité opérationnelle et de durabilité.

Au Burkina Faso, la présence d'un tissu dense d'ONG nationales et internationales, souvent soutenues par des partenaires techniques et financiers étrangers, a permis la réalisation de nombreux projets structurants. Néanmoins, la pérennité de ces actions est souvent compromise par une dépendance excessive à l'aide extérieure, une faible diversification des sources de financement, ainsi qu'un manque de compétences en ingénierie financière. Selon OCDE (2021), la viabilité des projets d'investissement portés par les ONG dépend de leur capacité à élaborer des montages financiers cohérents, à gérer les risques et à intégrer les exigences des bailleurs dans une logique de résultats.

Face à ces défis, plusieurs ONG cherchent à renforcer leur autonomie financière par la mobilisation des ressources locales, la mise en place de partenariats public-privé, ou encore l'intégration de mécanismes de financement innovants. La réflexion sur l'optimisation du montage financier devient donc essentielle pour assurer non seulement la faisabilité des projets, mais aussi leur durabilité. Cette étude se propose ainsi d'analyser les pratiques actuelles, les contraintes structurelles et les opportunités d'amélioration du montage financier des projets d'investissement des ONG au Burkina Faso, dans un souci d'efficience, de transparence et d'impact durable.

1.2 Problématique

Malgré leur engagement dans la mise en œuvre de projets à fort impact social, de nombreuses ONG intervenant au Burkina Faso rencontrent des difficultés persistantes liées au financement de leurs initiatives. La majorité des projets repose sur des modèles de financement traditionnels basés sur un bailleur unique ou sur des appels à projets compétitifs, souvent soumis à des cycles budgétaires courts, des conditions strictes de cofinancement, et des exigences administratives complexes. Cette configuration limite la capacité des ONG à planifier à long terme et à investir dans des actions structurantes à haute valeur ajoutée pour les communautés locales (Develtere, 2009).

En outre, le manque de compétences techniques en ingénierie financière, la faible culture de planification stratégique, et l'absence de dispositifs de suivi-évaluation des performances financières nuisent à la qualité du montage des projets. Selon Chabbal (2013), un montage financier efficace doit articuler les besoins du projet, les contraintes de l'environnement, et les ressources disponibles,

tout en assurant un équilibre entre les apports extérieurs et les contributions internes. Or, dans bien des cas, les projets au Burkina Faso sont montés de manière opportuniste, en réponse à des appels d'offres, plutôt que dans une logique de planification intégrée.

Par ailleurs, la tendance actuelle vers la responsabilisation accrue des acteurs locaux et la décentralisation de la coopération au développement impose une reconfiguration des modalités de financement. Le contexte économique national, marqué par des tensions budgétaires, une insécurité croissante et des priorités concurrentes, pousse les ONG à explorer de nouvelles pistes telles que le financement mixte, les fonds rotatifs communautaires ou encore les contributions en nature. Il devient alors crucial d'identifier les leviers d'optimisation du montage financier des projets afin d'accroître leur efficacité, leur transparence et leur appropriation locale (Edwards & Hulme, 1996).

1.3 Question générale

Comment optimiser le montage financier des projets d'investissement des ONG au Burkina Faso dans un contexte de contraintes budgétaires et de recherche de durabilité ?

1.4 Questions spécifiques

- Quelles sont les pratiques actuelles de montage financier adoptées par les ONG au Burkina Faso ?
- Quelles sont les principales contraintes rencontrées dans la structuration financière des projets ?
- Quels mécanismes et outils peuvent être mobilisés pour améliorer l'efficacité et la durabilité financière des projets d'investissement ?

1.5 Objectif général

Analyser les enjeux, contraintes et perspectives liés à l'optimisation du montage financier des projets d'investissement des ONG au Burkina Faso.

1.6 Objectifs spécifiques

- Relever les approches actuelles utilisées par les ONG pour structurer le financement de leurs projets.
- Identifier les principaux obstacles institutionnels, techniques et organisationnels au bon montage financier.
- Explorer les mécanismes alternatifs de financement pouvant renforcer la résilience des projets.

1.7 Hypothèse générale

Le montage financier des projets d'investissement des ONG au Burkina Faso Serait insuffisamment optimisé en raison de contraintes structurelles, techniques et organisationnelles, ce qui limite leur efficacité et leur durabilité.

1.8 Hypothèses spécifiques

- Les ONG utiliseraient majoritairement des montages financiers dépendants de bailleurs uniques, ce qui fragilise la viabilité des projets.
- Le manque de compétences en ingénierie financière constituerait un frein majeur à l'optimisation du financement des projets.
- La diversification des sources de financement et l'utilisation de mécanismes hybrides pourraient améliorer l'autonomie et la résilience financière des ONG.

2. REVUE DE LA LITTERATURE

La littérature sur le financement des projets de développement met en évidence l'importance stratégique du montage financier dans la réussite des interventions menées par les ONG. Ce montage désigne l'ensemble des opérations par lesquelles un projet mobilise, structure et gère les ressources financières nécessaires à sa mise en œuvre, en cohérence avec ses objectifs, son calendrier et son environnement. Selon Chabbal (2013), le montage financier doit permettre de traduire une idée de projet en un cadre budgétaire cohérent, équilibré et soutenable, tout en intégrant les exigences des partenaires financiers. Dans le cas des ONG, ce processus est d'autant plus complexe qu'il s'inscrit dans un contexte d'incertitude, de contraintes budgétaires, et de dépendance accrue à l'égard de financements extérieurs.

De nombreux auteurs soulignent que la majorité des projets d'investissement mis en œuvre par les ONG en Afrique subsaharienne reposent sur des modèles de financement vertical, souvent centrés sur un seul bailleur de fonds international. Develtere et al. (2009) notent que ce modèle, bien qu'efficace pour mobiliser rapidement des ressources, présente des limites majeures : faible appropriation locale, volatilité des financements, pression sur les délais, et difficulté à pérenniser les actions au-delà de la durée du projet. La concentration des sources de financement augmente la vulnérabilité des ONG face aux changements de priorités des bailleurs, à la réduction des aides, ou aux blocages politiques. Ces contraintes appellent à une réflexion renouvelée sur la diversification des ressources et la structuration de partenariats plus équilibrés.

Par ailleurs, l'optimisation du montage financier ne se résume pas à la recherche de fonds. Elle repose aussi sur une capacité institutionnelle à concevoir un budget stratégique, à intégrer des indicateurs de performance financière, et à adapter le projet aux réalités locales. Edwards et Hulme (1996) insistent sur l'importance de la gestion financière stratégique dans le pilotage des ONG. Ils affirment que la qualité du montage financier influence directement la crédibilité, la capacité d'adaptation et l'impact du projet. Dans cette optique, l'ingénierie financière est aujourd'hui considérée comme une compétence clé pour les responsables de projets, notamment dans un environnement concurrentiel où les financements sont de plus en plus conditionnés à des critères de rentabilité sociale et de transparence.

Dans le cas du Burkina Faso, plusieurs études (OCDE, 2021 ; SPONG, 2022) relèvent que la majorité des ONG locales manquent de compétences et d'outils pour élaborer des montages financiers robustes. La rédaction des budgets, la gestion des cofinancements, l'élaboration des plans de trésorerie ou encore la capacité à négocier des clauses contractuelles restent souvent approximatives. Cette faiblesse technique constitue un frein à l'efficacité des projets et à leur éligibilité dans les appels à projets compétitifs. En outre, le cadre réglementaire burkinabè encadrant la coopération avec les ONG ne propose pas encore de mécanismes incitatifs clairs en matière de financement endogène, ce qui limite les perspectives d'autonomisation.

Cependant, la littérature fait également état de tendances innovantes. Plusieurs ONG expérimentent des approches hybrides, combinant subventions internationales, contributions communautaires, partenariats public-privé et mécanismes de micro-financement local. Ces modèles alternatifs, s'ils restent encore marginaux, constituent des pistes sérieuses pour renforcer la viabilité financière des projets. Selon Callahan et Donors for Africa (2020), l'avenir du financement des ONG africaines passe par leur capacité à innover financièrement, à créer de la valeur locale, et à se positionner comme des acteurs économiques à part entière, au-delà du rôle classique d'intermédiaire humanitaire. La revue de la littérature souligne l'importance du renforcement des capacités institutionnelles et humaines pour réussir ce virage. Il ne suffit pas de disposer de sources de financement alternatives ; encore faut-il savoir les structurer, les sécuriser et les gérer. La professionnalisation des équipes, la formation en gestion budgétaire, l'accompagnement technique et la mise en réseau des ONG apparaissent comme des facteurs clés pour transformer les pratiques

actuelles. Ainsi, optimiser le montage financier des projets des ONG au Burkina Faso implique une approche systémique, articulant compétences internes, environnement réglementaire, et stratégie partenariale sur le long terme.

3. METHODOLOGIE

3.1 Type de recherche

Cette étude adopte une approche qualitative basée sur l'analyse documentaire.

3.2 Lieu d'étude

Cette étude a été menée au Burkina Faso, pays d'Afrique de l'Ouest sahélienne, enclavé et confronté à des défis multiples sur les plans socio-économique, sécuritaire et environnemental. Avec une superficie de 274 200 km² et une population estimée à plus de 22 millions d'habitants (INSD, 2023), le Burkina Faso est caractérisé par une forte dépendance à l'aide extérieure pour le financement des politiques publiques et des projets de développement. Le pays accueille un grand nombre d'organisations non gouvernementales nationales et internationales, actives dans divers domaines : éducation, santé, agriculture, environnement, droits humains et aide humanitaire. Ces ONG jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre de projets à fort impact social, en complément des actions de l'État et des collectivités territoriales.

Le choix du Burkina Faso comme terrain d'étude se justifie par l'importance stratégique des ONG dans le paysage du développement local et par la nécessité de repenser leurs modalités de financement face à la rareté croissante des ressources extérieures. Le pays constitue un cas pertinent pour étudier les pratiques de montage financier, les contraintes spécifiques rencontrées, et les stratégies innovantes mises en œuvre pour garantir la viabilité des projets. Le contexte actuel, marqué par une instabilité sécuritaire et une pression sur les ressources publiques, rend encore plus urgente l'optimisation des mécanismes de financement dans une logique d'efficience et de durabilité.

4. RESULTATS

4.1 Une prédominance du financement vertical et exogène

Les données recueillies révèlent que la majorité des ONG actives au Burkina Faso s'appuie sur un modèle de financement largement dépendant des bailleurs de fonds internationaux. Les entretiens avec les responsables de projets confirment que plus de 80 % des ressources financières mobilisées proviennent d'accords bilatéraux, de fonds multilatéraux ou de partenaires techniques situés en dehors du pays. Cette dépendance est particulièrement marquée dans les projets à forte composante sociale ou humanitaire, souvent initiés en réponse à des appels à projets externes. Le financement vertical impose aux ONG des délais rigides, une lourdeur administrative et une faible marge de manœuvre dans l'adaptation aux contextes locaux.

Cette structuration financière engendre plusieurs limites. D'une part, la soutenabilité des projets est souvent compromise à la fin du financement, faute de relais locaux. D'autre part, les modalités imposées par les bailleurs ne laissent que peu de place à l'innovation financière ou à l'expérimentation de solutions endogènes. De nombreuses ONG ont indiqué qu'elles peinent à inscrire leurs actions dans la durée et à fidéliser leurs équipes à cause de cette instabilité des ressources. Il en résulte une logique de « court-termisme » dans la planification, contraire aux exigences d'un développement structurant.

Par ailleurs, certains bailleurs privilégiennent des mécanismes de cofinancement ou exigent des contributions locales que les ONG ont du mal à réunir, faute de dispositifs internes adéquats. L'absence de mécanismes de garantie financière ou de fonds de contrepartie complique l'accès à ces financements mixtes. Ainsi, le schéma dominant reste celui d'un montage financier exogène, piloté depuis l'extérieur, avec des impacts directs sur l'autonomie stratégique des ONG.

4.2 Faiblesse de l'ingénierie financière au sein des ONG

L'étude met en évidence un déficit de compétences en ingénierie financière dans les ONG, particulièrement au niveau des structures locales. Très peu d'organisations disposent d'un personnel spécialisé en planification financière ou en montage budgétaire complexe. Dans la majorité des cas, les budgets sont construits de manière basique, souvent limités à une ventilation des coûts sans véritable projection stratégique ni analyse de rentabilité sociale. Ce constat est renforcé par l'absence de formations continues spécifiques au montage financier des projets.

Les ONG interrogées reconnaissent que la préparation des dossiers de financement reste une étape redoutée et souvent externalisée à des consultants, ce qui limite l'appropriation interne. Les difficultés concernent non seulement la rédaction des budgets, mais aussi la gestion des flux financiers, le suivi des indicateurs de performance budgétaire, et la justification des dépenses selon les exigences des bailleurs. Cette fragilité technique réduit la capacité des ONG à négocier des conditions favorables ou à explorer des sources de financement alternatives.

Ce manque de maîtrise de l'ingénierie financière se traduit également par une faible culture d'évaluation économique des projets. Peu d'ONG réalisent des analyses coût-bénéfice, des projections financières à moyen terme ou des audits internes. Cela limite leur crédibilité auprès des partenaires, surtout dans un contexte où la redevabilité financière devient un critère central d'attribution des financements. Le renforcement de cette compétence apparaît comme une priorité pour améliorer la qualité du montage et la viabilité des projets.

4.3 Rareté des ressources locales et faible mobilisation communautaire

Une autre faiblesse mise en lumière par l'étude concerne la faible mobilisation des ressources locales, qu'elles soient financières, matérielles ou humaines. Les responsables d'ONG reconnaissent que les contributions des bénéficiaires sont souvent symboliques ou inexistantes, en raison du faible pouvoir d'achat des populations, mais aussi de l'absence de mécanismes incitatifs. Les tentatives de cofinancement local rencontrent de nombreuses difficultés, liées à la méfiance, au manque de sensibilisation ou à l'absence de dispositifs adaptés au contexte rural.

Dans certains cas, les ONG ont réussi à mobiliser des ressources communautaires (main-d'œuvre, matériaux locaux, espaces fonciers), mais ces initiatives restent isolées et rarement capitalisées. Les efforts pour formaliser la participation locale à travers des fonds communautaires, des caisses villageoises ou des coopératives de financement restent marginaux. Cela témoigne d'un manque d'intégration de la dimension économique dans la stratégie de montage des projets.

Cette situation renforce la dépendance aux fonds extérieurs et affaiblit l'appropriation locale des projets. Pourtant, la littérature insiste sur l'importance de la mobilisation des ressources internes comme levier de durabilité. L'étude suggère que l'absence de culture de contribution locale est autant liée à des réalités économiques qu'à un déficit de dialogue et de co-construction entre ONG et communautés. Repenser le montage financier implique donc aussi de renforcer les ancrages sociaux et économiques à l'échelle locale.

4.4 Perspectives d'innovation et de diversification financière

Malgré les contraintes, l'étude révèle l'émergence de nouvelles pratiques visant à diversifier les sources de financement. Certaines ONG explorent des partenariats public-privé, mobilisent des entreprises locales à travers le mécénat ou les services partagés, ou mettent en place des projets génératrices de revenus destinés à l'autofinancement partiel de leurs activités. Ces initiatives, bien que modestes, témoignent d'un changement progressif de posture, passant de la simple recherche de financement à une logique d'autonomisation financière.

Des expériences innovantes ont également été recensées, comme la création de fonds rotatifs pour le soutien aux activités génératrices de revenus communautaires, l'adossement à des coopératives locales, ou encore l'intégration de microfinance dans la structuration de certains projets. Ces mécanismes permettent non seulement de diversifier les ressources, mais aussi d'impliquer davantage les bénéficiaires dans la gouvernance financière des projets. certaines ONG expérimentent l'usage d'outils numériques pour la collecte de dons (crowdfunding), le suivi budgétaire ou la traçabilité financière. Ces innovations restent encore limitées à quelques structures pionnières, souvent appuyées par des partenaires techniques internationaux. Néanmoins, elles offrent des pistes concrètes pour construire des montages financiers plus résilients, flexibles et mieux adaptés aux exigences de transparence et de performance du secteur du développement.

5. DISCUSSIONS DES RESULTATS

Les résultats de cette étude confirment plusieurs observations issues de la littérature sur le financement des ONG et la gestion des projets de développement dans les pays africains, tout en mettant en lumière des spécificités propres au contexte burkinabè. Le constat dominant d'une forte dépendance des ONG vis-à-vis des bailleurs de fonds extérieurs corrobore les analyses de Develtere et al. (2009), qui décrivent un modèle vertical classique de financement dans lequel les ONG s'inscrivent davantage dans une logique d'exécution que de co-construction des projets. Cette dépendance a pour effet de fragiliser la continuité des actions une fois les financements arrivés à terme, ce que les données de terrain confirment au Burkina Faso, avec des projets suspendus ou non reconduits par manque de relais financiers locaux.

La faiblesse de l'ingénierie financière observée au sein des ONG burkinabè est également en cohérence avec les travaux d'Edwards et Hulme (1996), qui soulignent que la qualité de gestion financière est un facteur déterminant de crédibilité et de durabilité pour les ONG. Le déficit de compétences techniques en planification budgétaire, en évaluation économique des projets ou en gestion des cofinancements constitue un obstacle majeur à la diversification des sources de financement. La littérature insiste sur l'importance d'une professionnalisation du secteur associatif, un besoin également exprimé par les acteurs interrogés, qui manifestent un intérêt croissant pour des formations en ingénierie financière et en structuration de dossiers complexes.

La faible mobilisation des ressources locales, révélée dans cette recherche, vient nuancer les approches participatives classiques qui postulent que les bénéficiaires peuvent être des cofinanceurs actifs des projets. En pratique, comme le montrent les données recueillies, les contributions communautaires sont rares ou limitées, souvent en raison du niveau de pauvreté des populations, mais aussi par manque de mécanismes adaptés. Ce constat rejoint les critiques formulées par Chabbal (2013), qui souligne que la mobilisation des ressources endogènes ne peut être effective que si elle repose sur une construction de confiance, des incitations appropriées, et un réel engagement des ONG à intégrer l'ancrage local dans leur logique financière.

Cependant, l'étude met aussi en évidence des dynamiques d'innovation financière qui trouvent un écho dans les travaux plus récents sur les modèles hybrides. Les expériences de diversification à travers des partenariats public-privé, des activités génératrices de revenus ou encore des outils numériques rejoignent les analyses de Callahan (2020) et de Donors for Africa (2021), selon lesquelles les ONG africaines doivent évoluer vers des schémas plus autonomes, flexibles et innovants. Bien que ces pratiques soient encore minoritaires, leur émergence témoigne d'un changement d'approche : les ONG ne se positionnent plus seulement comme des exécutantes de financements extérieurs, mais comme des actrices capables de construire des modèles économiques alternatifs au service de leurs missions sociales.

En définitive, les résultats de terrain viennent renforcer les apports théoriques tout en illustrant les décalages entre les modèles idéaux promus dans la littérature et la réalité opérationnelle des ONG au Burkina Faso. L'optimisation du montage financier nécessite une transformation à la fois technique, institutionnelle et culturelle. Elle passe par une montée en compétence, une révision des pratiques internes, une collaboration accrue avec les acteurs publics et privés, ainsi qu'une volonté de repenser les rapports entre financement, autonomie et impact durable. Cette discussion met en évidence que les réponses aux défis identifiés ne se situent pas uniquement dans les ressources, mais aussi dans les capacités d'innovation, de structuration et d'ancrage local.

6. CONCLUSION

Au terme de cette étude, il apparaît clairement que l'optimisation du montage financier des projets d'investissement des ONG au Burkina Faso constitue un levier stratégique pour renforcer la viabilité, l'efficacité et l'impact des interventions de développement. Dans un contexte marqué par une dépendance persistante aux financements extérieurs, des contraintes structurelles fortes et une pression croissante sur la redevabilité, la capacité des ONG à concevoir des montages financiers cohérents, diversifiés et durables devient une exigence prioritaire.

L'analyse des données a mis en lumière plusieurs limites importantes dans les pratiques actuelles : une prépondérance des financements verticaux, un déficit de compétences en ingénierie financière, une faible mobilisation des ressources locales, ainsi qu'une faible capacité à anticiper les exigences en matière de durabilité financière. Ces constats, largement corroborés par la littérature, montrent que les ONG burkinabè doivent opérer une transformation structurelle de leur approche financière pour faire face aux nouveaux défis du développement.

Toutefois, l'étude a également révélé des perspectives positives. Des initiatives innovantes émergent, portées par certaines ONG qui expérimentent des modèles hybrides de financement, renforcent leurs capacités internes, et engagent des partenariats avec les secteurs public et privé. Ces dynamiques, bien qu'encore limitées, démontrent qu'un changement est possible si les acteurs du secteur s'inscrivent dans une logique d'apprentissage, de professionnalisation et d'ouverture stratégique.

Ainsi, optimiser le montage financier des projets ne revient pas uniquement à sécuriser des ressources. Il s'agit aussi de réinventer les modes de collaboration, de bâtir des écosystèmes financiers adaptés aux réalités locales, et d'instaurer une culture de gestion axée sur les résultats. Le Burkina Faso, en tant que pays fortement dépendant de l'action des ONG, gagnerait à accompagner cette transition par des dispositifs incitatifs, une meilleure régulation et un appui renforcé à la structuration technique et financière du secteur associatif.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Callahan, D. (2020). *The Givers: Wealth, Power, and Philanthropy in a New Gilded Age*. Vintage Books.
- Chabbal, R. (2013). *La gestion de projet : Approches classiques et pratiques avancées*. Éditions d'Organisation.
- Develtere, P., Pollet, I., & Wanyama, F. (2009). *The Worldwide Rise of Social Enterprises: A New Dawn for NGO Financing?* Leuven: HIVA-KUL.
- Donors for Africa. (2021). *Sustainable Funding Models for African NGOs: Challenges and Opportunities*. Lagos: DFA Foundation.
- Edwards, M., & Hulme, D. (1996). Too Close for Comfort? The Impact of Official Aid on Nongovernmental Organizations. *World Development*, 24(6), 961–973.
- INSD. (2023). *Annuaire statistique du Burkina Faso 2022*. Institut National de la Statistique et de la Démographie.
- OCDE. (2021). *Perspectives de l'aide au développement au Burkina Faso : Défis et recommandations*. Paris : Organisation de Coopération et de Développement Économiques.
- SPONG. (2022). *Cartographie des ONG au Burkina Faso : Enjeux, financement et gouvernance*. Secrétariat Permanent des ONG.
- Dr Nathanael Congo. (2024). *Normalisation comptable des ONG et associations, plaidoyer : Pour une comptabilité de type analytique*.
- FONRID. (2019). *Manuel de gestion des projets du Fonds National de la Recherche et de l'Innovation pour le Développement*.
- Mefd. (2018). *Guide de maturation et d'évaluation ex-ante des projets et programmes de développement*